

Solidaires



**Du Grenelle de l'Environnement
à la loi « Grenelle 2 » :
une bonne idée... lobbytisée !**

Contribution au débat sur le volet agricole

Retour sur le cheminement de la réflexion :

Dès l'automne 2007 notre syndicat a été associé au débat mené par l'union syndicale SOLIDAIRES sur le suivi du Grenelle de l'environnement. Cette réflexion a déjà abouti à un texte général, prenant en compte la dimension agricole, diffusé comme dossier début 2009 :

http://www.solidaires.org/IMG/pdf/Solidaires_no39_mars_2009_pages_centrales_site.pdf

Ces échanges ont été l'occasion d'une première discussion interne sur l'enjeu de ce Grenelle dans notre secteur (pour résumer : remise en cause des politiques en cours, ou coup de pub ?), avec un point de vue de la branche INRA de SUD Recherche exprimé fin 2008.

Dans ce cadre, l'élu SUD au Conseil d'Administration de l'INRA a initié une réflexion spécifique sur la question des « pesticides », partant des questions soulevées par les acteurs du secteur professionnel, en s'efforçant de les lier à la dimension « interpro » de Solidaires... La version présentée ci-dessous est enrichie du point de vue d'autres acteurs et du constat des retards pris dans la concrétisation des orientations, elle a été complétée par la commission « recherche & société » du syndicat en janvier 2010 et présentée à la commission « Ecologie » de Solidaires. Notre point de vue s'appuyait sur un constat, celui de la réalité d'une avancée majeure sur les questions agricoles, tout en faisant part de nos sérieux doutes sur la détermination du gouvernement à passer des promesses aux actes.

Les événements récents nous donnent, hélas, doublement raison :

- **Les changements annoncés ont d'abord été démontés par la hargne du lobby agroindustriel** à tenter d'une part de démolir un processus inédit (lire par exemple les réactions à la présentation « d'Ecophyto R&D » fin janvier 2010), et d'autre part à proclamer l'urgence de ne rien faire (« La France ne doit pas produire plus vert que les autres pays... on a besoin de temps dans un univers européen et mondial concurrentiel » Pascal Férey, vice-président de la FNSEA dans le journal Ouest-France du 20 mars dernier).

- **La versatilité des politiques a d'abord été illustrée par les déclarations de N. Sarkozy**, tournant le dos aux conclusions du Grenelle, quand il affirme au salon de l'agriculture le 2 mars 2010 : « toutes ces questions d'environnement cela commence à bien faire... ». Il n'est donc pas étonnant que **la loi dite « Grenelle 2 » sonne le glas des espérances...**

Pour ne pas retarder à nouveau sa diffusion, nous sortons ce texte sans prendre le temps d'un nouvel échange interne incluant le bilan complet de cette seconde loi...



Rappel, au-delà de cette contribution, un premier texte commun à l'ensemble du syndicat avait été voté lors du congrès de LYON en 2006, sur **la question des PGM** (cf annexe).

NON, sur la QUESTION AGRICOLE le Grenelle était tout sauf un gadget, les avancées (dans les textes, dans l'attente d'une concrétisation !) étaient majeures, voire inespérées dans le domaine de l'agriculture.

Concernant le déroulement du Grenelle de l'environnement : le processus a été celui que SUD Recherche EPST réclame depuis des années pour les instances de la recherche publique (par exemple les conseils d'administration et conseils scientifiques) c'est-à-dire que toutes les parties impliquées (porteurs d'enjeux, « stakeholders » in english) dans les questions intéressant « agriculture, environnement et alimentation » soient autour de la table. Les positions finales du Grenelle de l'Environnement étaient incomplètes mais constituaient une avancée significative et beaucoup des idées que nous défendons y étaient.

Ainsi, défiant tous les pronostics, le plan ECOPHYTO 2018 est très ambitieux et volontariste en affichant, pour la première fois en opposition avec le lobby agro-industriel, une volonté de réduire de 50%, SI POSSIBLE, les pesticides en 10 ans. La loi Grenelle 1 votée le 21 octobre 2008 enfonçait le clou pour le volet agricole.

Du côté des militants historiques de l'agriculture durable, partagés entre espoir et vigilance et on s'était félicité de voir : « *les vieux lobbies de l'agriculture [qui] sont ébranlés par ces remises à plat* »¹. La Confédération Paysanne, assez proche de ce point de vue, avait considéré que « *dans sa globalité la loi Grenelle 1 est restée dans la ligne des discussions du Grenelle de l'environnement. Mais si la CP est plutôt satisfaite d'un certain nombre d'avancées, ceci n'empêche pas d'être critique sur plusieurs points* »².

Pour preuve de la réalité du changement d'orientation affiché, il suffisait de recueillir les réactions de la FNSEA et de ses satellites qui se sont estimés trahis par leurs vieux amis de droite au pouvoir. Ces dernières années, les représentants des céréaliers avaient d'abord dénigré l'expertise scientifique collective pesticides de 2005 puis tenté de bloquer le travail collectif de proposition du Grenelle de l'environnement. Malgré leur opposition farouche, la dynamique inédite entre les acteurs s'était concrétisée, sur le volet agricole, par le plan Ecophyto 2018 et la loi Grenelle 1.

Mais la lenteur dans la mise en œuvre concrète des mesures du Grenelle 1 et les multiples amendements ont affaibli le texte initial. Par exemple l'amendement « Soulage » exonère de réduction de pesticides les cultures dites mineures.

Pesticides, quelles conséquences d'une réduction importante de l'utilisation des pesticides et quel positionnement d'un syndicat interprofessionnel ? *Éléments de réflexion...*

Constat : l'agriculture des pays d'Europe du nord-ouest est depuis au moins de 30 ans surconsommatrice de pesticides³ et peut donc être mise au régime sans beaucoup de conséquences sur les quantités produites. Une réduction importante (jusqu'à 25-30 %) de

¹ La lettre de l'agriculture durable, n°50 novembre 2008. L'édito « *Horizon 2009 : espoirs et vigilance* » et l'article p.11 « *Ecophyto 2018 : essai réussi...mais à transformer* ».

² Tels que la certification environnementale des exploitations agricoles, l'amendement « Jacob » sur la gestion de la ressource en eau et les pesticides... Pour la CP Il convenait donc de rester particulièrement vigilant quant à la loi Grenelle 2, qui allait fixer les détails de mise en œuvre et de financement, de nombreux groupes de pression pouvant tenter de détourner à leur profit les objectifs du Grenelle.

³ Les pesticides, de l'anglais «pests» ennemis des cultures, c'est à dire ici qui détruisent celles-ci : herbicides, insecticides, fongicides, nématicides...

l'usage de ceux-ci sera sans conséquence néfaste pour les producteurs comme le montrent les opérations de réduction successives réussies par les danois en grande culture et prairies. Ceci a été confirmé par l'étude Ecophyto R&D présentée par l'INRA en janvier 2010.

Ces pesticides sont nuisibles pour la santé des utilisateurs, dont les salariés de l'agriculture (2 récents procès gagnés, l'un par un salarié d'une coopérative et l'autre par un paysan, empoisonnés par les pesticides), et de leurs familles, sans oublier le voisinage (fin récente de l'omerta en France, la MSA commence enfin à enquêter, notamment dans les régions dédiées aux vignes et vergers). Alors que les industriels de l'UIPP⁴, s'appuyant sur un rapport de l'Académie de médecine, mènent un combat d'arrière-garde pour tenter de nier le lien entre pesticides et cancer⁵.

Ces pesticides sont aussi très nuisibles pour l'environnement, en particulier pour les environnements aquatiques. Quelles que soient leurs origines, les données au niveau national sont édifiantes : ainsi 60% des eaux de surface du bassin versant Seine-Normandie sont contaminées par les principales familles de phytosanitaires ou leurs produits de dégradation⁶. Si les niveaux de contamination sont variables, ils sont néanmoins souvent significatifs : 37% des points du réseau de connaissance générale ont une qualité moyenne à mauvaise. Ce taux monte à 48% sur les points des réseaux phytosanitaires. Enfin, 10% des points du réseau de connaissance générale et 15% des points des réseaux phytosanitaires ont une mauvaise qualité qui peut affecter de manière importante les équilibres écologiques selon l'IFEN⁷.

S'il y a une double urgence, environnementale et sanitaire, à réduire les usages des pesticides dans l'agriculture, trois questions se posent : Réduire jusqu'où ? A quelle vitesse ? Comment reconverter l'agriculture productiviste vers une agriculture durable (production végétale intégrée et agriculture biologique) ?

Dans le sillage de plusieurs printemps secs défavorables aux bioagresseurs des cultures et d'une campagne d'opinion appuyée, notamment, par le livre brûlot de F. Veillerette et F. Nicolino, « *Pesticides, un scandale français* », un mouvement accéléré vers une réduction semblait se dessiner. Mais les printemps très pluvieux, 2007 puis 2008, ont provoqué de très fortes attaques de maladies (sur pomme de terre, tomate, vigne, céréales...) avec des pertes parfois catastrophiques (récolte faible voire nulle de pomme de terre dans certains jardins en 2007) et rappelé que les pesticides pouvaient aussi être utiles voire, parfois, indispensables pour sauver une récolte. Néanmoins, il y aurait beaucoup à dire sur la qualité sanitaire de ladite récolte qui a reçu entre 15 et 25 traitements : Où sont-ils passés ? Dans les sols, les eaux de surface et la nappe phréatique ! Aurions-nous un seul choix entre la famine (ou de moindres revenus des agriculteurs) et l'empoisonnement ? Les communicants de l'UIPP et du syndicalisme agricole majoritaire se sont fait un malin plaisir de le souligner pendant l'été et l'automne⁸ suivants.

⁴ Union de l'Industrie de la protection des Plantes

⁵ Billet d'André Cicoella « *Orwell et les pesticides* » dans le n° de Politis du 4 décembre 2008 page 17.

⁶ Agence de l'Eau Seine Normandie, 2008, Guide pratique des substances toxiques dans les eaux douces et littorales, Diffusion AESN-DLM, Honfleur, 271 p.

⁷ IFEN (2007) Les pesticides dans les eaux : Données 2005. Dossier édité par l'Institut Français de l'Environnement, 39 p.

⁸ Par exemple la publicité des JA (Jeunes Agriculteurs) dans la presse nationale les 8-9-10 octobre 2007 et l'information selon laquelle quelques viticulteurs bios ont demandé une dérogation pour traiter leurs vignes contre les maladies.

Des systèmes agricoles alternatifs crédibles et durables font mieux avec moins, pour réduire significativement, de 40 à 100%, les pesticides (prairies, céréales à paille). Mais d'autres productions sont aujourd'hui dépourvues de systèmes de rechange (arboriculture, maraîchage...), souvent faute de recherche ou alors car intrinsèquement ces systèmes reposent sur les intrants chimiques (monoculture de variétés sensibles). En effet les partisans du productivisme font tout, et depuis longtemps, pour tuer dans l'œuf les initiatives de recherche pour l'agriculture durable. Et quand il arrive, rarement, que l'une de celles-ci émerge, après avoir échappé à leur vigilance, puis aboutisse, ils usent de tous les moyens appropriés (dont la censure) pour empêcher la diffusion des résultats. En revanche, côté technoscience on fonce à guichets ouverts dans le génie génétique et le « tout biotech », ce train-là n'attend pas, concurrence mondiale oblige ! On y rêve éveillé depuis 25 ans, pour économiser les ressources fossiles, de graminées PGM fixant symbiotiquement l'azote comme des légumineuses.

Un groupe d'experts avait été constitué à la demande du ministère de l'agriculture et du MEDDAT par l'INRA, suite de l'Expertise scientifique collective INRA - Cemagref de décembre 2005 (*Pesticides, agriculture et environnement : Réduire l'utilisation des pesticides et limiter leurs impacts environnementaux*), pour étudier les conséquences économiques et environnementales de différents niveaux de réduction des pesticides, de 0 à 100%, sur l'agriculture française. Le rapport « EcophytoR&D », déjà cité, est donc sorti début 2010.

Dans le même temps, suite au Grenelle de l'environnement, le ministre de l'agriculture Barnier avait réuni en novembre 2007 un groupe de travail (COMOP ECOPHYTO 2018 dit groupe « Paillotin ») chargé de faire des propositions. Elles ont été présentées en juin 2008 puis le plan a été validé en conseil des ministres le 10 septembre 2008. D'autre part l'Agriculture Biologique (AB) est aujourd'hui très majoritairement (>75%) bien perçue par les consommateurs citoyens. Il aura fallu 30 ans pour y arriver mais cette reconnaissance est acquise et elle l'est probablement pour plusieurs années. Toutefois la nouvelle norme européenne encadrant les pratiques de l'AB, nettement moins exigeante par rapport au standard français actuel, s'avère inquiétante⁹.

En résumé le contexte change, peut-être comme jamais auparavant...

Des obstacles importants à la réduction des pesticides :

- Dans une période où la demande mondiale va augmenter, à cette même échelle, réduire les pesticides c'est, au moins à court terme, réduire les volumes des récoltes, les rendements par hectare cultivé. Car on ne sait pas aujourd'hui, faute de recherche par absence de volonté politique partagée de quitter le modèle productiviste, produire plus et mieux. Une option est de remettre en culture des terres qui ne sont plus exploitées pour compenser les moindres productions ... ou de produire moins, à l'échelle nationale (vaste question !).

- Les producteurs formés depuis 50 ans à une gestion des traitements dans une stratégie d'assurance ont une véritable addiction aux pesticides¹⁰. Le syndicat majoritaire FNSEA, conforté par sa large victoire avec 60% des voix aux élections professionnelles de janvier 2007, est farouchement opposé à une réduction et pas seulement en raison de sa proximité avec le lobby agro-industriel. Pour le plus grand nombre d'agriculteurs traiter, « protéger » ses cultures

⁹ « Mauvaise farce pour le bio ». Canard Enchaîné n°4605, 21 janvier 2009 page 5

¹⁰ G. Vanloqueren and P. V. Baret (2008). Why are ecological, low-input, multi-resistant wheat cultivars slow to develop commercially? A Belgian agricultural 'lock-in' case study. Ecological Economics. Volume 66, Issues 2-3, 15 June 2008, pp. 436-446

bb

c'est bien faire, être dans le camp de l'innovation et défendre le progrès. La forte attente d'un nombre important de producteurs, vis-à-vis des OGM végétaux, symboles d'une nouvelle frontière pour le progrès agricole va aussi dans le même sens. C'est toujours « produire plus » qui est l'objectif et non « produire mieux ». La plupart des chambres d'agriculture n'ont pas fait à temps leur travail éducatif comme cela se fait, par exemple, dans certains pays scandinaves.

- L'addiction et les peurs sont habilement utilisées par la filière qui à chaque restriction d'usage d'une molécule annonce la faillite des productions. Ainsi l'interdiction du Gaucho et du Régent sur maïs et tournesol devait, selon la FNSEA en 2005, provoquer des pertes de 40 à 60% des récoltes. Mais 2 ans après, l'institut technique des grandes cultures, Arvalis, estime que sur la récolte 2007, le coût de l'interdiction des traitements de semences est pour le maïs grain de 4 quintaux/hectare pour une moyenne nationale supérieure à 94 q/ha. Avec 4.2 % (2.1% en décomptant le coût de traitement), on est très loin des prévisions catastrophistes.

Faute de données expérimentales chacun peut affirmer n'importe quoi (a-t-on jamais démontré que les hybrides de maïs GM résistants à la pyrale sont plus efficaces que la lutte biologique ?). L'UIPP remet chaque mois le couvert à propos des conséquences d'une baisse de 50% des pesticides si les propositions du Grenelle de l'environnement étaient réellement suivies d'effet. A ce propos, l'indicateur retenu pour la mesure de la réduction est le NODU (*nombre de doses unitaires*) qui prend bien en compte l'IFT (*indicateur de fréquence de traitement*) utilisé par les précurseurs danois. Ce n'est pas un indicateur de masse et donc ce n'est pas l'outil de suivi annuel de l'usage des pesticides qui était souhaité par les industriels. Ouf !



- Les PGM ne permettent pas de réduire la faim dans le monde (*avis du COMEPRA comité d'éthique de l'INRA, décembre 2004 et du rapport du Commissariat Général au Plan, 2001*) et leur utilisation ne s'est pas traduite par une réduction de l'usage des pesticides (expertise scientifique collective « Pesticides, agriculture, environnement », INRA - Cemagref décembre 2005). De même, les PGM actuelles n'apporteront aucune solution à court et moyen terme pour améliorer la tolérance à la sécheresse (expertise scientifique collective INRA Sécheresse et agriculture, octobre 2006). Sauf à considérer la monoculture du maïs ou du soja comme faisant partie intégrante de l'agriculture durable et les multinationales de l'agrochimie comme une amicale philanthropique, les avantages des PGM pour la collectivité, mesurés par la balance coûts-bénéfices, sont proches de zéro à court terme et seront négatifs à moyen et long termes si l'on intègre les coûts de contamination de cultures non OGM ainsi que les coûts générés par la sélection de plantes adventices résistantes au glyphosate¹¹ en raison de son utilisation irraisonnée...

Les tenants de l'agriculture durable « soutenable » (production (végétale) intégrée + agriculture biologique) sont déterminés, inventifs mais très minoritaires dans le monde agricole (souvent proches ou militants à la Confédération Paysanne), à la différence d'autres pays européens où

¹¹ Matière active de l'herbicide Round-up

les agriculteurs, à défaut d'être tous militants, sont pour le moins pragmatiques (Suisse, Autriche, Allemagne).

- Avec les prix élevés des matières premières agricoles (prix blé tendre x 2.5 entre juillet 2006 et octobre 2007) la tendance, à l'été 2008, était à une ré-intensification (« produire plus pour gagner plus »). L'instabilité des cours qui plongent depuis mai 2008 a calmé les tenants de la ligne Orama¹² dont la devise est « *laissez nous produire davantage [...] sans contraintes* ».

- En France, il n'existe pas de consensus de la société sur les questions environnementales, dont la réduction des pesticides, à la différence du Danemark, de la Suisse ou de l'Autriche... Cette méthode abouti, par exemple, à choisir de convertir le bassin versant de Munich en agriculture biologique plutôt que de « laver l'eau », c'est aussi ce qui se pratique, à plus petite échelle, dans les communes suisses. Il est vrai que « laver l'eau » avant et après son utilisation permet de gagner 2 fois de l'argent et que les compagnies françaises sont des leaders mondiaux dans le domaine de la distribution et du traitement de l'eau.

- La recherche publique reste à la traîne. En juin 2008, un membre de la direction de l'INRA reconnaissait « *nous ne sommes pas forcément à la hauteur des enjeux en matière de mise au point des solutions alternatives pour la conduite de cultures* ». Depuis, suite au Grenelle de l'environnement, l'INRA s'est vu confier à l'automne la mission de monter un ensemble de programmes de recherche et développement relatifs aux systèmes de production agricole, avec les principaux partenaires concernés. Selon la loi « Grenelle1 » du 21 octobre 2008 : « *Un mouvement de transformation s'impose à l'agriculture pour concilier les impératifs de production quantitative et qualitative, de sécurité sanitaire, d'efficacité économique, de robustesse au changement climatique et de réalisme écologique. A cet effet les objectifs à atteindre sont [notamment] : de parvenir à une production en AB suffisante pour répondre à la demande croissante des consommateurs, et de généraliser des pratiques agricoles durables et productives. De manière générale l'objectif est de réduire de moitié les usages des produits phytopharmaceutiques et des biocides en dix ans en accélérant la diffusion des méthodes alternatives, sous réserve de leur mise au point.* » Mais l'INRA tient toujours sa ligne générale de défense du modèle productiviste agricole dominant qui affirme que l'agriculture n'a pas failli, que les pollutions agricoles sont mineures, surtout ne changeons rien sauf à la marge, cultivons l'avenir c'est à dire PGM et bio(agro)carburants.

- Face aux obstacles annoncés, une solide position commune de « service public de recherche agronomique » pour une mise en œuvre volontariste des avancées de la loi Grenelle 1 serait possible. L'INRA possède une bonne partie des compétences (en agronomie, en amélioration des plantes, en écologie notamment) pour mener à bien des recherches performantes sur de nouveaux modes de production agricole réduisant au maximum les impacts environnementaux et satisfaisant la demande des consommateurs pour des produits de meilleures qualités. Mais au lieu de saisir cette opportunité, l'institut a fait le choix de continuer à investir massivement dans des recherches visant à prolonger le système productiviste actuel, celles concernant les PGM en étant un des exemples les plus flagrants. Or, si l'INRA ne réalise pas ces recherches, qui d'autre le fera dans un système complètement verrouillé ?

- Les consommateurs devront aussi évoluer dans leurs choix : beaucoup de traitements en végétation sont réalisés à des fins cosmétiques pour obtenir fruits et légumes de belle apparence (pomme à couteau et pomme de terre...). Donc c'est toute une éducation qui est à

¹² Orama : Union des grandes cultures qui fédère depuis mai 2006 les gros céréaliers (AGPB, AGPM, FOP).

reprendre. Concernant les représentants des consommateurs, lors de la restitution publique de l'expertise scientifique collective INRA - Cemagref « *Pesticides, agriculture et environnement: réduire l'utilisation des pesticides et limiter leur impacts environnementaux* », nous avons pu évaluer la proximité des positions SUD Recherche EPST avec celles de l'UFC-Que Choisir sur les questions agricoles, notamment sur les dégâts de l'agriculture productiviste. Dommage qu'au CA de l'INRA le représentant de consommateurs (de l'UFC-Que Choisir justement !) ait voté pour les PGM avec l'agro-industrie, par un pouvoir donné à la direction de l'INRA ! Difficile parfois de concrétiser les convergences !

Quelles conséquences attendues pour les salariés ?

- Production agricole : l'agriculture productiviste de la forteresse FNSEA, a contribué très largement à vider les campagnes. Il y avait 2 700 000 actifs agricoles en 1979, il n'en restait que 1 600 000 en 1993 puis 1 100 000 en 2005 dont 150 000 salariés permanents non familiaux. Et la fonte des effectifs s'accélère avec les dernières crises. Une conversion massive de la production à l'agriculture biologique (20% en 2020 ?), qui demande beaucoup plus d'interventions humaines, devrait créer des emplois. Mais dans ce milieu qui a émergé par son militantisme, l'amélioration du sort des salariés n'est pas toujours une priorité. Un changement de modèle de production agricole imposera la reconquête de nouveaux territoires agricoles (qui ont été progressivement laissés à l'abandon) avec tout ce qui va avec, en terme de création d'emplois... Le tout devant se confronter aux réalités économiques !

- Chimie : il ne devrait pas avoir de baisse significative d'ici 5 ans de l'utilisation des pesticides et au-delà il existe une incertitude sur le niveau de la réduction, mais à moyen terme une réduction est à prévoir¹³. On peut prévoir l'apparition de nouvelles molécules comme les substituts aux pesticides que sont les éliciteurs de défenses naturelles ainsi que la recherche de nouvelles molécules pesticides avec de meilleurs profils écotoxicologiques.

- Secteur de l'approvisionnement-collecte, les coopératives et le négoce agricoles : il y a un découplage possible du conseil en culture et de la vente des produits phytosanitaires (proposition non consensuelle du Grenelle de l'environnement), les technico-commerciaux revenant à un métier de conseil agronomique (rémunéré par les agriculteurs ?). Cette piste est déjà explorée par quelques grandes coopératives. Le reproche est souvent fait aux tenants de l'agriculture durable, avec un classique chantage à l'emploi, d'être par leurs propositions sur la réduction des intrants, dont les pesticides, les fossoyeurs de l'emploi salarié en amont de la production, emploi financé par la vente des produits de traitement des cultures. De fait une agriculture durable ne demandera pas moins de monde dans les campagnes (au contraire ?) mais créera des métiers différents. A contrario, le bilan de l'agriculture productiviste est très mauvais pour l'emploi car la disparition accélérée des actifs du côté des producteurs agricoles (agriculteurs et salariés) n'a pas généré de transferts dans l'amont et l'aval de la production agricole. En 2007 la France ne comptait déjà plus que 360 000 exploitations professionnelles au lieu de 900 000 en 1978. Et la Bretagne, championne de l'investissement par actif, a l'avant dernier revenu par UTH, devant la Corse. Devant un tel fiasco, la FNSEA n'a donc aucune crédibilité pour se placer en garante de l'emploi du secteur !

¹³ Dans le même temps, Monsanto affirme ne pas pouvoir fournir à la demande en glyphosate, du fait de capacité de production insuffisante, suite au boom des cultures PGM résistantes à son herbicide. Et les pays de l'est de l'Europe ainsi que Brésil et Argentine, constituent des nouveaux marchés en plein essor pour les pesticides. Ces agricultures extensives ajustent leurs achats d'intrants en fonction des évolutions des cours mondiaux.

- Recherche agronomique publique et R&D (instituts techniques et Chambres) : on peut espérer une réorientation d'une partie (importante!?) des moyens vers des systèmes alternatifs. Cette évolution serait globalement bien perçue par les personnels car ce domaine est socialement plus valorisant que de « manipuler » des PGM à l'utilité sociale problématique.

Conclusions provisoires :

- Sur son volet agricole, le Grenelle a été un signal encourageant pouvant initier une rupture par rapport à la politique productiviste et à la domination surdimensionnée de la FNSEA, fer de lance des lobbyistes, par la création d'un cénacle diversifié permettant l'expression des forces soucieuses d'un réel développement durable - dont nous faisons partie - dans l'intérêt collectif.
- Quelques mesures nationales (plan Ecophyto 2018 avec un indicateur assez pertinent de la réduction d'usage de pesticides) sont venues compléter et confirmer les améliorations à but sanitaire décidées au niveau européen (élimination des molécules les plus dangereuses).
- Mais les leviers incitatifs (pour les bonnes pratiques, l'agriculture biologique...) ne sont pas au rendez vous, les politiques sectorielles (agriculture - énergie) ont tardé à s'extraire du clientélisme politique, les politiques publiques de recherche continuent de privilégier le financement des innovations technologiques à but marchand (repeintes en vert pour l'utilisation du "milliard du Grenelle" affiché au budget 2010 de l'Etat¹⁴, ou même pas conditionnées à la moindre contre-partie d'utilité écologique ou sociale comme le Crédit Impôt Recherche) au détriment de tout ce qui concerne la gestion et la protection des milieux, la prévention...

... Et les retombées
de la loi « Grenelle 2 »
devraient encore freiner ces évolutions !



¹⁴ Parmi les principaux bénéficiaires de cette enveloppe de crédits Recherche dits "supplémentaires au titre du Grenelle de l'Environnement" : le commissariat à l'énergie atomique, l'institut français du pétrole et l'aéronautique... Merci pour eux !

Annexe PGM

Motion d'actualité votée au congrès de juin 2006 de Sud Recherche EPST : Pourquoi le syndicat SUD Recherche EPST est-il opposé à l'utilisation des Plantes Génétiquement Modifiées (PGM) dans l'agriculture ?

Les organismes génétiquement modifiés font l'objet d'un débat très vif au sein du monde agricole, de la communauté scientifique, mais aussi de toute la société. Les tenants des PGM, qui considèrent ces derniers comme un progrès agro-technologique inéluctable, vilipendent l'archaïsme et la frilosité scientifique de leurs opposants et ils promettent à la France et à l'Europe un avenir sombre si celles-ci laissent passer cette révolution technologique. Il est pourtant indispensable de considérer l'intérêt des PGM dans l'agriculture en regard des attentes sociétales actuelles en matière d'environnement (préservation de la biodiversité et des ressources en eau), d'alimentation (diversité et qualités gustatives et nutritionnelles) et de santé publique (un environnement sain pour/et une alimentation saine).

Les PGM ne permettent pas de réduire l'impact néfaste de certaines pratiques agricoles actuelles sur notre environnement : L'un des arguments les plus souvent évoqués par les producteurs de semences GM pour justifier leur utilisation est que celles-ci permettent de réduire les impacts environnementaux de notre agriculture, notamment à travers une moindre utilisation des pesticides. Or, il s'avère que plus de 70 % des PGM actuellement cultivées sont des plantes résistantes à une famille d'herbicides (dont le célèbre glyphosate aussi nommé Round-Up) qui peut être appliquée sans détruire la plante cultivée. Si la consommation des autres herbicides a, dans un premier temps, diminué dans les pays utilisant ces semences, celle du glyphosate a en revanche largement augmenté, annulant ainsi la baisse enregistrée sur les autres molécules et réduisant de ce fait le gain écologique escompté (Benbrook 2004). Cet avis est globalement confirmé par l'expertise collective Pesticides INRA-Cemagref qui montre bien la complexité de la situation. De plus l'efficacité actuelle des traitements employés en réduisant significativement la flore adventice (les « mauvaises herbes » qui poussent dans les cultures), a un impact sur la diversité de la faune associée à cette flore comme l'ont démontré Roy et ses collaborateurs en 2003. Il en est de même pour les 30 % restants, dont une grande majorité concerne des plantes produisant en permanence un insecticide. Des travaux récents montrent que cet insecticide se retrouve dans toute la chaîne alimentaire (Harwood et collaborateurs, 2005), avec des conséquences probables sur son fonctionnement.

Ainsi, les objectifs des firmes qui commercialisent ces PGM ne sont donc pas de réduire l'impact des pratiques agricoles sur l'environnement. Les PGM contribuent aux atteintes à la biodiversité, ce dont on commence juste à prendre conscience. Cette contribution est d'autant plus importante qu'outre les effets spécifiques aux PGM évoqués précédemment, leur culture s'inscrit forcément dans le cadre d'une agriculture toujours plus industrialisée qui a largement démontré ses effets néfastes pour l'environnement. L'utilisation irraisonnée des ressources en eau pour permettre la croissance de maïs dans des régions peu propices à cette plante, la fertilisation des sols avec des engrais azotés et phosphatés dont une part importante pollue ensuite les écosystèmes aquatiques, l'uniformisation des paysages et la destruction des haies et des bois pour favoriser une mécanisation toujours plus grande ne sont que quelques exemples des atteintes à l'environnement de ce mode de production.

Les PGM pourraient présenter un risque à long terme pour la santé : Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'impact sanitaire des PGM et des produits qui en dérivent. L'origine de ces risques tient à la fois à la production d'une molécule exogène à la plante liée à l'introduction du gène d'intérêt (toxine Bt par exemple), mais aussi à d'autres désordres générés par l'ajout d'un gène étranger à un génome. Concernant le premier aspect, depuis les premiers travaux de A. Pusztai (Ewen et Pusztai, 1999), diverses études ont montré que les molécules produites par les PGM peuvent présenter une toxicité dangereuse pour l'homme (voir récemment Prescott et collaborateurs, 2005).

L'un des reproches récurrents que l'on peut aussi opposer aux défenseurs des PGM par rapport aux risques sanitaires est l'absence d'évaluation des effets potentiels à long terme. Cette absence d'évaluation sur le long terme a été soulignée successivement par les rapports de l'AFSSA puis du Commissariat général au plan... et même récemment par la commission parlementaire en charge d'un

rapport sur les OGM ! Alors que la diffusion des PGM ne cesse de s'accroître dans le monde et donc dans notre alimentation, nous constatons qu'il n'existe aucun réseau d'évaluation et de surveillance indépendant sur leurs effets et même que les outils pour cette surveillance ne sont pas encore prêts (rapport parlementaire de M. C. Ménard, 2005).

Les PGM ont des conséquences sociales et économiques importantes et elles s'inscrivent dans le cadre général d'une marchandisation du vivant toujours plus poussée :

A ces atteintes à l'environnement et aux risques sanitaires pour l'homme s'ajoutent enfin des conséquences sociales et économiques du développement des cultures des PGM. L'une de ces conséquences majeures est liée à l'industrialisation de l'agriculture et à la concentration toujours plus grande de la production de denrées agricoles aux mains d'un nombre toujours plus restreint de producteurs. En Argentine par exemple, de nombreux petits agriculteurs ont progressivement déserté les campagnes car ils ne pouvaient subsister à côté des gros producteurs de soja GM. Le COMEPR (Comité d'éthique et de précaution pour les applications de la recherche agronomique de l'INRA) souligne d'ailleurs, dans son rapport de décembre 2004 sur les OGM, que ceux-ci contribueront à fragiliser encore plus les productions en marge de l'économie libérale mondialisée.

De plus, la pollution des cultures non GM par des pollens de PGM est en train de se généraliser (voir par exemple Watrud et collaborateurs, 2004). Elle s'accompagne de procès pour non paiement de patente aux agriculteurs qui ont l'infortune de cultiver, sans l'avoir désiré, des PGM ! Dans le même esprit, l'avenir des agriculteurs Bios et de l'ensemble de la filière sont menacés par les pollutions occasionnées par les contaminations par les PGM qui déclasseront leurs productions. Enfin, quel sera le choix offert aux consommateurs sachant qu'il est impossible de séparer les filières de traitement des graines et que la traçabilité des produits alimentaires, des matières premières jusqu'aux produits transformés, est très difficile ? Le meilleur aveu de ces difficultés à séparer ces filières et à prévenir les pollutions accidentelles est qu'un seuil de tolérance de contamination fixé à 0,9 % a été récemment adopté pour les produits alimentaires, sachant qu'une limite inférieure n'aurait pu être tenue. Des contaminations accidentelles se sont déjà produites comme en témoignent celles survenues entre 2001 et 2004 avec un maïs *Bt* (Macilwain, 2005).

La production de semence GM s'inscrit d'autre part dans le cadre d'une marchandisation toujours plus poussée du vivant à travers le dépôt de brevets sur des séquences génétiques. Cette marchandisation restreint les droits des agriculteurs qui ne pourront désormais utiliser leur semence après récolte, ce qui ne peut qu'accroître les difficultés des paysans, notamment dans les pays pauvres. La brevetabilité du vivant réduit aussi le champ de la recherche et s'inscrit dans le cadre d'une appropriation de ressources naturelles qui constituent pourtant un patrimoine commun à l'humanité. Circonstance aggravante, le pillage est exercé surtout sur les ressources des pays pauvres.

Pour toutes ces raisons, notre syndicat s'oppose fermement à l'utilisation agricole des PGM. Alors que la nécessité d'un développement durable est désormais admise par tous, cette technologie contrairement à ce que ses promoteurs clament, s'inscrit dans une démarche inverse n'ayant d'autres buts que d'accroître les profits et le pouvoir de quelques grandes sociétés de biotechnologies et de semences, ainsi que dans un mode de production agricole toujours plus industrielle et productiviste avec les conséquences sanitaires, économiques, sociales et environnementales qui le caractérise. De plus, l'impossible retour en arrière qui accompagnerait la libéralisation de la culture des PGM doit nous inciter à une prudence extrême et à soutenir toutes les luttes contre le développement de ces plantes dans l'agriculture. En conséquence, il faut demander que la recherche publique ne soit pas mise à disposition de quelques sociétés privées, mais qu'elle œuvre au véritable développement d'une agriculture durable (production intégrée et agriculture biologique) au service des femmes et des hommes et de leur environnement. Dans ce cadre, elle se doit aussi de développer tous les moyens nécessaires à une expertise indépendante sur les questions posées par les PGM.

Références bibliographiques :

- Aubertot J.N., J.M. Barbier, A. Carpentier, J.J. Gril, L. Guichard, P. Lucas, S. Savary, I. Savini, M. Voltz (éditeurs), 2005. *Pesticides, agriculture et environnement. Réduire l'utilisation des pesticides et limiter leurs impacts environnementaux*. Expertise scientifique collective, synthèse du rapport, INRA et Cemagref (France), 64 p.
- Benbrook C., 2004. Engineered Crops and Pesticide Use in the United States: The First Nine Years. Biotech InfoNet, Technical Paper Number 7.
- COMEPRA, 2004. Avis du COMEPRA sur les OGM végétaux, 12p.
- Ewen & Pusztai, 1999. Effect of diets containing genetically modified potatoes expressing *Galanthus nivalis* lectin on rat small intestine. *The Lancet* 354, 1353-1354.
- Harwood *et al.*, 2005. Uptake of Bt endotoxins by nontarget herbivores and higher order arthropod predators: molecular evidence from a transgenic corn agroecosystem. *Molecular Ecology* 14, 2815-2823.
- Macilwain C., 2005. Accidental release of genetically-modified crops sparks new worries. *Nature*, 434, p. 548
- Rapport de M. Christian Ménard sur les enjeux des essais et de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés, n°2254, déposé le 13 avril 2005
- Prescott *et al.*, 2005. Transgenic expression of bean α -amylase inhibitor in peas results in altered structure and immunogenicity. *Journal of Agricultural and Food Chemistry* 53, 9023-9030.
- Roy *et al.*, 2003. Invertebrate responses to the management of genetically modified herbicide-tolerant and conventional spring crops. II. Within-field epigeal and aerial arthropods. *Phil. Trans. R. Soc. Lon. B* 358, 1879-1898.
- Watrud *et al.*, 2004. From The Cover: Evidence for landscape-level, pollen-mediated gene flow from genetically modified creeping bentgrass with *CP4 EPSPS* as a marker. *Proc .Nat. Acad. Sci. USA* 101, 14533-14538.



Accroche humoristique de notre expression (en 2005)
« Hors des essais OGM plein champ, point de salut ? »